

<https://26septembre.org/#MarcheClimat>

Collectif de citoyen-nes et de 890 organisations

% attac
*Comité Local
de Marseille*



RDV à 10h30 à Marseille, devant la Préfecture.

Lettre ouverte au président de la République

Monsieur le président de la république,

Le 31 décembre 2022, vous demandiez dans vos vœux : « *qui aurait pu prédire la crise climatique aux effets spectaculaires ?* ». La Gironde avait brûlé quatre mois plus tôt. Elle vient de brûler encore, plus fort qu'à aucun moment depuis cinquante ans, la fumée est montée jusqu'aux villages du Cher.

Qui aurait pu prédire que plus de 7 300 personnes mourraient de la canicule cet été, sans que rien ne s'arrête ?

Qui aurait pu prédire que celles et ceux qui mourraient d'abord seraient les habitantes et les habitants des quartiers populaires, les familles précaires dans des logements sans isolation, les personnes âgées ou en situation de handicap restées seules, celles et ceux qui travaillent dehors et celles et ceux qui dorment dans la rue ?

Qui aurait pu prédire que les paysannes et les paysans perdraient entre 15 % et un tiers de leurs récoltes selon les productions ?

Qui aurait pu prédire que des millions d'animaux d'élevage mourraient de chaud en quelques jours, les poules d'abord, entassées sous des toits de tôle, et qu'il faudrait rouvrir les fosses d'enfouissement de 2003 ?

Qui aurait pu prédire que d'innombrables mammifères, oiseaux et insectes brûleraient vifs dans les incendies, sans qu'aucun décompte ne soit seulement tenté ?

Qui aurait pu prédire que les coupes dans les services publics laisseraient les enfants dans des écoles surchauffées, les pompiers sans moyens et les hôpitaux à découvert au moment précis où nous en avons le plus besoin ?

Qui aurait pu prédire que TotalEnergies encaisserait 5,4 milliards de dollars en un seul trimestre, 102 % de plus qu'il y a un an, sur la flambée du baril provoquée par les guerres pour l'accès aux ressources énergétiques et minières ?

Personne ne pouvait l'ignorer, parce que tout était écrit

- Les compagnies pétrolières savaient, dès 1971. Elles ont préféré payer pour qu'on en doute.
- Le GIEC (Groupe d'expertes et d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) avait prédit, depuis 1990.
- À de nombreuses reprises, des milliers de scientifiques du monde entier ont tenté d'alerter les dirigeant·es politiques. Ils et elles ont été ignoré·es.

Nous ne venons pas nous plaindre, nous vous demandons des comptes.

Nous exigeons un plan d'urgences

Parce que l'été prochain sera plus chaud que celui-ci. Des lieux frais accessibles dans chaque bassin de vie, en commençant par les quartiers populaires et les communes rurales. Des écoles, des crèches, des hôpitaux et des EHPAD où l'on ne meure pas de chaud. La protection des travailleuses et des travailleurs contre la chaleur inscrite dans la loi. Un toit pour chacune et chacun, parce qu'on ne s'adapte pas au climat quand on dort dehors. Des moyens humains et matériels réels pour les secours. Un fonds pour les paysannes et les paysans sinistrés et le sauvetage de la faune inscrit dans les plans de catastrophe.

Nous exigeons un plan d'adaptation

Parce qu'aucune commune ne doit rester seule devant le feu et la soif. Le Fonds vert rétabli et l'ingénierie publique rendue aux territoires. La rénovation des logements engagée, des passoires thermiques et du parc social, pour que l'isolation cesse d'être un privilège. Des forêts renouvelées, des sols restaurés, des haies replantées, des rivières et des nappes traitées comme des communs et non comme des stocks à privatiser.

Nous exigeons une sortie du fossile et des guerres qu'il finance.

Parce qu'on ne s'adapte pas indéfiniment à une catastrophe que l'on continue d'alimenter, nous exigeons la fin de toutes les subventions aux énergies fossiles. L'interdiction pour toute entreprise française d'ouvrir de nouveaux projets fossiles, ici comme ailleurs. Nous exigeons un plan massif de développement des énergies renouvelables et du stockage d'énergie, nécessaire à la décarbonation des activités et des procédés industriels, guidé par un objectif d'efficacité et de sobriété énergétiques. La limitation des modes de transports les plus polluants au premier rang desquels l'avion, chaque fois qu'une alternative par le rail est possible. Un développement du fret ferroviaire plutôt que des camions, des transports publics accessibles partout et par tous·tes. Des alternatives écologiques : pistes cyclables, voitures légères électriques... Nous exigeons une véritable bifurcation politique, environnementale, énergétique.

Pour payer ces trois plans

Nous exigeons la justice sociale : par une contribution majeure de celles et ceux qui ont fabriqué la catastrophe et qui en tirent profit

- Les superprofits des énergies fossiles, taxés dès la loi de finances 2027.
- Les superprofits de l'armement, dont les carnets de commandes n'ont jamais été aussi pleins.
- Un impôt climatique sur les patrimoines des plus riches, qui rapporterait entre quinze et vingt-cinq milliards d'euros par an.